

Une Politique Agricole (de moins en moins) Commune

Le Commissaire à l'agriculture, l'Irlandais Phil HOGAN, a présenté aujourd'hui ses propositions pour la prochaine PAC. *"La Commission a fait le choix de se défausser de sa responsabilité sur les États Membres",* explique Angélique Delahaye, député européen. *"La nouvelle architecture proposée, sous couvert de simplification, nous mènera vers une renationalisation de la PAC où la Commission se contentera de fixer des grands objectifs environnementaux, chaque État Membre pouvant y parvenir comme il l'entend. Cela conduira irrémédiablement vers des distorsions de concurrence entre les agriculteurs en fonction de leurs règles nationales."*

Les mesures de verdissement, réformées en "éco-dispositif", pourraient en effet varier de 0 à 100% des aides directes en fonction des États membres, là où elles étaient bloquées à 30% par le précédent texte. *"À terme, les agriculteurs européens risquent de se livrer à une guerre des prix dont les gagnants seront les producteurs des pays tiers bénéficiant des ouvertures des marchés",* précise l'eurodéputée, membre de la commission de l'agriculture.

"Le Parlement s'est prononcé cette semaine pour le maintien du budget de la PAC et pour une réforme ambitieuse excluant la renationalisation", précise Angélique Delahaye, ayant porté le texte en commission de l'environnement en avril dernier. Après la publication, les trois propositions de règlement devront être amendées par les députés de la commission agriculture puis adoptées en séance Plénière pour être finalement négociées lors de trilogue avec le Conseil de l'UE et la Commission européenne. Cependant, *"le processus législatif sera contraint par l'échéance des élections européennes de mai 2019",* précise Angélique Delahaye, *"nous parviendrons au mieux à un vote en commission, le travail devra être continué sous la mandature suivante".*

Les députés ont bien l'intention de faire entendre la voix du Parlement: *"La proposition de la Commission doit être retravaillée, elle ne donne pas de vision politique de long terme et s'arrête à des considérations bureaucratiques et administratives. Notre vision au sein du Groupe PPE est claire: la PAC doit rester commune pour accompagner les agriculteurs vers la double performance économique et environnementale afin de garantir la souveraineté alimentaire de l'UE. C'est mon combat au Parlement européen et c'est en ce sens que je travaillerai avec mes collègues dans les prochains mois."* conclut Angélique Delahaye, elle-même agricultrice en Indre et Loire.